

Unité départementale du Val-de-Marne
Service Risques et Installations Classées
12-14 rue des Archives
94000 Créteil
srcic.ud94.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr

Créteil, le 24/02/2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

publié sur 
TEVA SARL
600 ROUTE DE BRIE
94510 La Queue-en-Brie

Références : DRIEAT/UD94/PADVME/YBC/2026/N°91GR
Code AIOT : 0007404524

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement TEVA SARL implanté 600 ROUTE DE BRIE 94510 La Queue-en-Brie.

La visite d'inspection du 17/02/2026 était réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'année 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEVA SARL
- 600 ROUTE DE BRIE 94510 La Queue-en-Brie
- Code AIOT : 0007404524 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Les ICPE présentes au droit de la société TEVA sont:

Rubriques	Libellé	Nature de l'Installation	Régime
-----------	---------	--------------------------	--------

		et volume d'activités	
2780-1-a	<p>Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation.</p> <p>1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires ; la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j.</p>	<p>Plateforme de compostage pouvant traiter 150 t/j de déchets végétaux entrants (soit 60 t/j de compost produit)</p>	A
3532	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants. <p><i>Nota : lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour</i></p>	<p>Plateforme de compostage pouvant traiter 150 t/j de déchets végétaux entrants (soit 60 t/j de compost produit)</p>	A
2714-2	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.</p>	<p>Transit, regroupement de bois : 937 m³ dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - grosses branches : 139 m³ ; - souches et troncs : 97 m³ ; - plaquettes forestières en sortie de broyage : 236 m³ ; - plaquettes forestières en transit : 319 m³ ; - mulch 20/80 en sortie de criblage du compost : 145 m³. 	D
2791-2	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2781 et 2782.</p> <p>La quantité de déchets traités étant inférieure à 10 t/j.</p>	<p>Broyage et criblage de bois : 7 t/j (environ 1 700 t/an) dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - grosses branches : 4 t/j (environ 1 000 t/an); - souches et troncs : 3 t/j (environ 700 t/an); 	DC

Les installations sont notamment réglementées par:

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21/03/1996;
- les arrêtés préfectoraux complémentaires des 12/11/2013 et 30/06/2017;
- les arrêtés ministériels relatifs aux différentes rubriques mentionnées ci-dessus, dont l'arrêté du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED [NOR: TREP1924132A]

Fonctionnement du site:

Le site traite des déchets verts. Ces déchets sont tout d'abord broyés à proximité de la zone de réception. Ils sont ensuite formés en andains sur les aires de fermentation. Un système d'aération est présent dans les andains. La fermentation dure 4 semaines. Les produits sont ensuite acheminés vers le criblage puis la maturation. 3 produits en sortent:

- du compost,
- du paillage,
- les refus de criblage qui sont broyés à nouveau.

Le site a également une activité de transit de terre végétale et de gros bois. Le gros bois est broyé sur le site par un prestataire.

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;

- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 30/06/2017, article 4.2.2	Demande d'action corrective	4 Mois
5	Remplissage des bassins	AP Complémentaire du 30/06/2017, article 4.3.3	Demande d'action corrective	4 Mois
6	Caractéristiques de l'ensemble des rejets	Arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux MTD, X de l'annexe 3.1 et V de l'annexe 3.3 Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 4.3.7	Demande d'action corrective	4 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Aires imperméables	AP Complémentaire du 30/06/2017, article 9.1.1	
3	Entretien des installations de traitement	AP Complémentaire du 30/06/2017, article 4.3.4	
4	Dispositifs de traitement des EP	AP Complémentaire du 30/06/2017, article 4.3.3	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'inspection du 17 février 2026 était centrée sur la gestion des eaux pluviales sur le site.


L'inspection a vérifié la présence et la maintenance des installations de traitement. Cependant des non-conformités ont été constatées:

-le plan des réseaux n'est plus à jour;


- le bassin de lagunage est trop rempli;
- l'exploitant n'a pas une bonne connaissance de son réseau d'eau pluviale et de ses rejets ;
- la surveillance des rejets aqueux actuellement réalisée n'est pas conforme à l'Arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux MTD des installations de traitement de déchets ;
- les eaux pluviales rejetées ont un pH légèrement supérieur à la valeur limite d'émission.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2017, article 4.2.2		
Thème(s) : Risques chroniques Plan des réseaux		
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, bassin de rétention...) ;- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature.		
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un plan des réseaux qui date de décembre 1991. Ce plan n'est pas conforme car il ne correspond plus à la configuration du site actuel. Une mise à jour est nécessaire.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour le plan des réseaux conformément à l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juin 2017.		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites :		Demande d'action corrective
Proposition de délais :		4 Mois


N° 2 : Aires imperméables

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2017, article 9.1.1	
Thème(s) :	Situation administrative Aires imperméables
Prescription contrôlée : La plateforme de compostage comprend : <ul style="list-style-type: none">- une aire de réception, tri et contrôle des déchets verts entrants, d'une surface de 2 000 m² et d'une capacité de stockage de 1 500 m³ ;- une aire de broyage de 500 m² ;- une aire dédiée à la fermentation des déchets verts, d'une surface de 7 200 m² et d'une capacité de stockage de 14 000 m³ ;- une aire dédiée à la maturation du compost, d'une surface de 4 100 m² et d'une capacité de stockage de 10 000 m³ ;- une aire réservée au criblage des composts maturés de 1 100 m² ;- une aire d'entreposage des composts maturés et criblés, d'une surface de 4 000 m² et d'une capacité de 10 000 m³. [...] Toutes les aires mentionnées dans le présent article sont imperméables et équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé.	
Constats : Les six aires mentionnées dans l'article 9.1.1 de l'arrêté du 30 juin 2017 sont bien présentes et imperméables.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	


N° 3 : Entretien des installations de traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2017, article 4.3.4	
Thème(s) : Risques chroniques ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par le dispositif mentionné à l'article 4.3.3. Les dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés au moins une fois par an et aussi souvent que nécessaire pour assurer une efficacité de traitement permettant de respecter les valeurs de rejets définies au 4.3.9 et 4.3.12 du présent arrêté. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les bassins doivent être nettoyés régulièrement et leur étanchéité périodiquement vérifiée. Les caniveaux de collecte des eaux menant aux décanteurs doivent également être entretenus et nettoyés régulièrement pour permettre le bon écoulement des eaux vers le système de traitement. Les opérations d'entretien des ouvrages de collecte et de traitement des eaux de la plateforme sont consignées dans un registre dédié.</p> <p>Les boues de curage des bassins, décanteurs et caniveaux peuvent être réintroduites dans le processus de fabrication du compost. Sinon, elles doivent être éliminées conformément aux dispositions de l'article 5.1.4 du présent arrêté.</p> <p>Les documents de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un registre dédié aux opérations d'entretien des installations de traitement. Ce registre montre que l'entretien de tous les équipements a été réalisé en 2025 et est prévu pour 2026. L'inspection a demandé un rapport plus détaillé concernant le bassin de lagunage. L'exploitant a présenté une fiche d'intervention détaillant les opérations réalisées le 14/11/2025 qui sont conformes à l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 30/06/2017.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 4 : Dispositifs de traitement des EP

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2017, article 4.3.3	
Thème(s) : Risques chroniques CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT BASSINS	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales de la zone de transit et de broyage de bois sont collectées grâce à une bordure béton d'une hauteur de 25 centimètres disposée le long de la limite ouest du site, créant un fil d'eau se déversant dans un bassin de rétention de 700 m³, après passage dans un débourbeur à ciel ouvert de 8 m³.</p> <p>Les eaux pluviales polluées, les eaux de ruissellement, les eaux d'extinction et le trop-plein du bassin de rétention de 700 m³ sont dirigés, après passage dans un débourbeur, vers un dispositif de rétention et de traitement des eaux comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none">• un décanteur à cloison siphonide ;• 3 filtres plantés de roseaux (bassin à rhizophytes) ;• un bassin de lagunage aéré de 1 200 m³ permettant de retenir les eaux traitées;• des pompes de relevage et de circulation. Le système fonctionne en circuit fermé. <p>Les eaux pluviales non polluées peuvent être dirigées directement vers le bassin de lagunage. Le volume d'eau compris dans ce bassin ne devra pas dépasser 500 m³, la capacité restante du bassin étant destinée à recueillir les eaux d'orage. Après chaque épisode orageux, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour ramener le volume d'eau dans la lagune à 500 m³ au maximum. De même, le volume d'eau du bassin de rétention des eaux provenant de la zone bois ne devra pas dépasser 64m³, les 636 m³ restants étant destinés à recueillir les eaux d'une averse décennale ou les eaux d'extinction d'un incendie sur la zone bois.</p>	
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié la présence des installations de traitement sur le site. Toutes les installations décrites dans l'article 4.3.4 de l'arrêté du 30 juin 2017 sont bien présentes. Ce point est conforme.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 5 : Remplissage des bassins

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2017, article 4.3.3		
Thème(s) : Risques chroniques Remplissage des bassins		
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non polluées peuvent être dirigées directement vers le bassin de lagunage. Le volume d'eau compris dans ce bassin ne devra pas dépasser 500 m ³ , la capacité restante du bassin étant destinée à recueillir les eaux d'orage. Après chaque épisode orageux, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour ramener le volume d'eau dans la lagune à 500 m ³ au maximum. De même, le volume d'eau du bassin de rétention des eaux provenant de la zone bois ne devra pas dépasser 64m ³ , les 636 m ³ restants étant destinés à recueillir les eaux d'une averse décennale ou les eaux d'extinction d'un incendie sur la zone bois.		
Constats : L'inspection a constaté que le bassin de rétention des eaux provenant de la zone bois de 700 m ³ était bien vide. Cependant le bassin de lagunage de 1200m ³ était presque plein. Le volume d'eau ne doit pourtant pas dépasser 500 m ³ . Il s'agit d'une non-conformité.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Évacuer une partie de l'eau présente dans le bassin de lagunage de 1200m ³ afin que celle-ci ne représente pas plus de 500 m ³ , conformément à l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/06/2017.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 4 Mois		

N° 6 : Caractéristiques de l'ensemble des rejets

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux MTD, X de l'annexe 3.1 et V de l'annexe 3.3

Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 4.3.7

Thème(s) : Risques chroniques Caractéristiques de l'ensemble des rejets

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux MTD traitement des déchets (BREF WT)

X de l'annexe 3.1

Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
MES	60mg/L	mensuelle
DCO	180mg/L	mensuelle
COT	60mg/L	mensuelle

V de l'annexe 3.3

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Traitement	Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2)
Traitement biologique des déchets y compris traitement mécano-biologique	Azote total (N total)	25 mg/L (5) (6) (8)	Mensuelle (3)
	Phosphore total (P total)	2 mg/L (8)	Mensuelle (3)
Traitement mécano-biologique des déchets	Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) (4)	As : 0,05 mg/L Cd : 0,05 mg/L Cr : 0,15 mg/L Cu : 0,5 mg/L Pb : 0,1 mg/L Ni : 0,5 mg/L Zn : 1 mg/L	Mensuelle (7)
	Mercure (Hg) (4)	5 µg/L	Mensuelle (7)

Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 4.3.7

Article 4.3.7:

[...]

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré à l'inspection que les eaux pluviales passent par les différentes installations de traitement puis sont rejetées dans un fossé communal. L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport d'analyse des eaux pluviales du 19/02/2025.

De plus, par courriel du 23/02/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des prélèvements du 09/02/2026. La fréquence de surveillance est annuelle.

L'inspection constate que les paramètres surveillés et la fréquence de surveillance ne correspondent pas au X de l'annexe 3.1 et au V de l'annexe 3.3 de l'arrêté ministériel du 17/12/19. Ainsi la surveillance imposée est mensuelle sur des paramètres qui ne sont pas actuellement surveillés, comme l'Azote.

De plus, ces rapports montrent des dépassements en pH. Ainsi en 2025, le pH était de 8.8 et en 2026 de 8,7 pour une valeur limite d'émission à 8,5 définie à l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 30/06/2017.

Réexamen des conditions d'autorisation de TEVA au titre de la directive IED

Dans le dossier de réexamen déposé en juillet 2019, l'exploitant écrit en page 44/134, que les fréquences de surveillance des rejets aqueux imposées par les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT) ne s'appliquent pas car "la surveillance ne s'applique pas en cas de rejet direct dans une masse d'eau réceptrice ce qui est le cas." Cette affirmation est erronée car les conclusions du BREF WT publiées le 17 août 2018 disent explicitement l'inverse : "La surveillance ne s'applique qu'en cas de rejet direct dans une masse d'eau réceptrice." (page 28/95)

De plus en page 73/134 du même dossier l'exploitant affirme que le site n'a pas de rejets aqueux car "la totalité des eaux de ruissellement sont récupérées pour arroser les andains".

Cette information ne correspond pas aux explications données par l'exploitant à l'inspection lors de la visite du 17/02/2026. De plus, l'inspection avait constaté sur le terrain la présence d'une fosse en clôture de site qui est également mentionnée sur la carte du site.

L'exploitant n'a pas pu fournir des réponses claires à l'inspection sur ce point.

Conclusion

L'exploitant doit réétudier son réseau d'eaux pluviales et ses rejets pour en avoir une connaissance précise. Si un rejet est présent, la surveillance des rejets aqueux doit être conforme à l'arrêté ministériel relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) des installations de traitement de déchets du 17/12/2019. De plus, les valeurs en pH doivent être conformes à l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 30/06/2017.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des éclaircissements sur son réseau d'eaux pluviales et respecter l'arrêté ministériel du 17/12/2019 et préfectoral du 30/06/2017.

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 4 Mois